

Références : 20221026\_UIDLHL\_EAR\_393  
Code AIOT : 0006103420

ST ETIENNE, le 26/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE**

25 rue Louis Chatin  
ZI de la Soie d'Izieux  
42400 ST CHAMOND

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE implanté 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 ST CHAMOND. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection entre dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle et a été ciblée sur la maîtrise du risque incendie sur le site (action nationale 2022)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE
- 25 rue Louis Chatain ZI de la Soie d'Izieux 42400 ST CHAMOND
- Code AIOT : 0006103420
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

L'entreprise est une installation de traitement de surface (anodisation avec couleurs et polissage). Elle est installée dans des locaux anciens (teintureries d'IZIEUX) accessibles par une allée entre deux rangées de bâtiments.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Maîtrise du risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des constats

L'exploitant n'a pas donné suite à certaines demandes de l'inspection formulées dans le rapport du 23 mars 2020 (contrôle du 10 mars 2020). Il doit donc transmettre sous un mois :

- un synoptique de ses deux chaînes de traitement pour savoir si les volumes de cuves affectées au traitement sont supérieurs ou non à 30m<sup>3</sup>. Selon le cas, le site sera alors soumis à autorisation au titre de la rubrique 3260 et à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié, ou à enregistrement au titre de la rubrique 2565 et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019. Dans tous les cas, il doit établir dans le même temps un état des quantités de substances solides, liquides, pures, diluées et/ou en mélanges, présentes dans les bacs ou stockées en déchets relevant des mentions de dangers susceptibles de les classer au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 4xxx de la nomenclature ICPE (substances et mélanges présentant des dangers physiques, des dangers pour la santé et/ou des dangers pour l'environnement). Les mentions de dangers à prendre en compte pour le classement ICPE et SEVESO des substances et mélanges figurent dans le Guide SEVESO version 2020 de l'INERIS transmises à l'exploitant par courriel du 27 octobre 2022.

Si le délai d'un mois n'est pas respecté, l'inspection proposera un arrêté de mise en demeure. Il doit par ailleurs faire procéder, lors du contrôle annuel (auto-surveillance) des émissions atmosphériques 2023 des lignes de traitement à :

- une analyse des émissions atmosphériques sur l'ensemble des paramètres ci-après pour définir son programme d'auto-surveillance				
REJET		DIRECT	(en	mg/m3)
Acidité	totale	exprimée	en	H :
HF,	exprimé	en	F :	0,5
Cr		total		2
Cr		VI	:	:1
Ni			:	0,1
CN			:	5
Alcalins,	exprimés	en	OH :	1
NOx,	exprimés	en	NO2 :	10
SO2			:	200
NH3			:	100
			:	30

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.1.2	/	Sans objet
4	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.2.1.2	/	Sans objet
6	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.3	/	Sans objet
7	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.3	/	Sans objet
11	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.1.2	/	Sans objet
3	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.1.1	/	Sans objet
5	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.2.1.2	/	Sans objet
8	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.4	/	Sans objet
9	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.4	/	Sans objet
10	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.3.1	/	Sans objet
12	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.4.3.1.3	/	Sans objet
13	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.4.5	/	Sans objet
14	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, articles 7.5.1 7.5.2	/	Sans objet
15	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.3	/	Sans objet
16	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.4	/	Sans objet
17	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.4	/	Sans objet
18	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
19	Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux points majeurs à traiter concernent l'absence de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et chaleurs (DENFC) en toiture et les non-conformités électriques relatives au transformateur côté rue et à la mise à la terre des coffret et prises de l'atelier (chaîne 1).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente
<b>Constats :</b> Les zones à risques sont identifiées : il s'agit des Zones de livraison et du local produits chimiques Un plan d'évacuation est affiché à l'entrée. Il mentionne tous les installations à risques (local produits chimique, transformateur) et moyens internes de défense incendie  La zone de stockage de bouteilles de gaz est en rétention. L'EDD de 2007 a étudié les émissions d'hydrogène au-dessus des bacs actifs et précisé les distances d'effets d'une éventuelle explosion. La zone concernée est à reporter sur un plan des zones à risques à mettre à jour en fonction des évolutions connues sur le site. <u>Ce plan sera à afficher sous un mois aux entrées du site</u> (portail et porte d'entrée).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b> Cf constat n°1 Sur le local produits chimiques figurent des affiches avec les interdictions et précautions. L'accès au local est contrôlé, le responsable en détient la clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement
<b>Constats :</b> L'accès est contrôlé par personnel le administratif. Les personnes étrangères viennent sur rendez-vous. Le site dispose de 3 systèmes de surveillance : - un réseau monitoré enregistre les données en permanence à partir des caméras positionnées aux points d'accès au site - un réseau interne qui permet de voir ce qui se passe dans les ateliers en cas de déclenchement d'alarme - des détecteurs de présence sur les accès  Le site compte 7 salariés, les personnes présentes sont identifiées aisément.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs d'évacuation des fumées et ventilation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produit imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> L'entreprise est installée dans les locaux des anciennes teintureries d'IZIEUX. Les bâtiments dataient des années 1920.  L'armature et la charpente sont en métal ; la toiture est constituée de sheds avec briques « agrafées » sur une pente, vitrages verre sur l'autre. Les verres sont progressivement remplacés par des vitres en polycarbonate (lors d'intempéries graves, les bris sont fréquents).  Est constatée l'absence de Dispositifs d'Evacuation Naturelle des Fumées et Chaleurs (DENFC) en toiture. L'exploitant indiquent que les vitres s'ouvriraient par claquage à cause des chaleurs d'incendie  L'article 7.2.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 a fait l'objet d'un point particulier lors de la présentation du dossier GALVALOIRE en CODERST. L'article 3.2 de l'arrêté du 30 juin 2006 est applicable sans dérogation. L'exploitant doit donc étudier et mettre en place des DENFC conformes à la réglementation applicable, à savoir représentant une surface minimale équivalent à 1 % de la surface des ateliers.  <u>L'inspection demande que l'étude soit réalisée sous 3 mois et que les dispositifs DENFC soient en place, sauf impossibilité technique à démontrer, au plus tard le 31 août 2023.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs d'évacuation des fumées et ventilation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
<b>Constats :</b> Les ateliers disposent d'une aspiration centralisée et l'entrée d'air est assurée par le portail quand il est ouvert. La visite permet de constater l'absence de grilles permettant l'entrée d'air extérieur lorsque le portail est fermé, mais de nombreux orifices sont visibles et les ateliers ne sont pas en dépression.  <u>L'exploitant préciser et réalisera sous un mois les travaux nécessaires à la mise en service d'une entrée d'air suffisamment dimensionnée (lors de l'inspection, a été vue une bouche d'aspiration désaffectée qui pourrait, sous réserve de dimensions suffisantes, être utilement exploitée en entrée d'air extérieur).</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques – mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans un rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises
<b>Constats :</b> Les contrôles réglementaires sont effectués annuellement. Il est donné suite aux non-conformités et observations en priorisant les travaux en fonction des disponibilités financières et humaines.  Sur le rapport de vérification des installations électriques du 5 janvier 2022 mentionne 19 observations dont 17 récurrentes.  <u>L'inspection demande que les observations traitées fassent l'objet d'un enregistrement (informatique si possible) à compter du contrôle 2022.</u> <u>L'exploitant justifiera sous deux mois de la récurrence des observations et transmettra un planning prévisionnel pour la prise en compte de ces observations.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques – mise à la terre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmaganiser des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distinctes de celle des installations de protection contre la foudre.
<b>Constats :</b> Parmi les observations du rapport de vérification du 5 janvier 2022, 6 sont à traiter prioritairement :  <u>L'inspection demande que les observations relatives au poste de livraison/transformateur extérieur, tant dans le domaine Haute Tension que dans le domaine Basse Tension soient traitées sans délai</u>  <u>L'inspection demande que les continuités à la terre défectueuses dans le secteur Chaîne 1 des ateliers soient restaurées sans délai (coffret colmatage chaud, prises de courant sur le mur côté groupe froid).</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le dossier de régularisation de 2004 et le dossier ICPE de 2010 contenaient l'analyse du risque foudre, concluant sur la protection du site par la cheminée des anciennes teintureries et les bâtiments industriels voisins, nettement plus hauts que les bâtiments GALVALOIRE. Les justificatifs ont été produits en temps utiles. L'exploitant a par ailleurs fait réaliser un diagnostic relatifs aux risques naturels par ANTEA et avait produit son rapport pour justifier de l'absence de risque foudre particulier, du fait d'une protection par les installations voisines.  <u>L'inspection demande à l'exploitant de fournir, sous un mois, le justificatif de présence d'équipements de protection adaptés au risque de son site. A défaut, l'inspection proposera une mise en demeure de mettre à jour l'analyse du risque foudre du site, et réaliser l'étude technique foudre qui pourra s'avérer nécessaire.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents relatifs à la protection contre la foudre de son établissement (analyse du risque foudre, étude technique, notice de vérification et de maintenance, carnet de bord et rapports de vérification).
<b>Constats :</b> Voir constat précédent. L'inspection rappelle que les documents doivent être tenus à sa disposition dans le dossier "ICPE" présent sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation – prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait, par leur développement, des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées
<b>Constats :</b> Un carnet de procédures pédagogique avec photos a été réalisé en 2021. Il est disponible et accessible. En l'absence des responsables désignés , l'équipe consulte la procédure et peut mettre en service ou arrêter les chaînes de traitement dans le respect des règles de sécurité.  L'accès au local "produits chimiques" est protégé par clé, détenue par le responsable EHS du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation – prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces consignes doivent notamment indiquer - l'interdiction de fumer, de tout brûlage à l'air libre, d'apporter du feu sous une forme quelconque, - l'obligation du permis d'intervention ou permis de feu - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égoûts notamment) - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours
<b>Constats :</b> Ces consignes sont à mettre en place avant le 31 décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 74.3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception et gestion des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> les capacités de rétention sont conçues de telle sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de tout ou partie de l'équipement concerné. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes à l'APA ou sont éliminés comme les déchets
<b>Constats :</b> Les rétentions sous chaînes sont vérifiées en interne. Elles sont apparues intègres lors de la visite des installations.  Les Détecteurs de niveau sont contrôlés avant chaque fermeture (Arrêts prolongés comme Noël et Eté ou fermetures du type COVID) Le Test de l'alarme est réalisé tous les mois (La responsable administrative et comptable a un rappel sur son PC). Ce test est opéré le mercredi pour pouvoir la faire réparer avant le week-end si problème.  Le site est équipé d'une station d'épuration aussi les produits récupérés dans les rétentions y sont acheminés et traités. Aucun regard ou caniveau interne non relié à la station de traitement n'est présent dans les ateliers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 74.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuves et chaînes de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les circuits de régulation thermique des bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuit de refroidissement ouvert. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégés mécaniquement.
<b>Constats :</b> Les bains chauffés sont horodatés et sous alarmes. Les alarmes ont été doublées sur les bains actifs : 2 sondes de niveau sont présentes sur chaque bain en redondance et asservissent l'arrêt du chauffage (cet asservissement n'a pas été testé lors de l'inspection, mais la présence des deux sondes dans chaque bain a été vérifiée).  Le fonctionnement des sondes et de l'asservissement est vérifié périodiquement par déclenchement volontaire. Quand un contacteur est défaillant il est changé.  Les résistances des bains de traitement chauffés sont protégés par du verre (pour bains colorants) ou de la céramique. Tous supportent le verre. Les résistances des bains de dégraissage ne sont pas isolées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.17.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Définition générale des moyens
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées
<b>Constats :</b> le site dispose de 4 détecteurs fumée. Ils déclenchent une alarme sonore et un report d'alarme sur téléphones portables est assuré hors heures ouvrées. Ils sont reliés au réseau téléphonique par Wifi. Ils n'ont pas fait l'objet de test durant l'inspection.  Selon la nature du feu : - le personnel a été formé par SECURIPRO pour la manipulation des extincteurs pour traiter tout départ de feu avec les moyens d'extinction appropriés - si le feu ne peut être éteint, le rendez vous au point de rassemblement est connu, tous les employés sont habilités à appeler les pompiers.  VEOLIA a testé les poteaux incendie 146 et 248 présents sur zone en 2021. La pression résiduelle au débit de 60 m3/h est supérieure à 4,5 bars. Le diagnostic traduit le bon état des équipements. L'inspection a noté qu'un véhicule (entreprise située en face) était garé devant le PI, ce qui est indépendant de la volonté de l'exploitant qui peut cependant lui demander de le déplacer en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protections individuelles du personnel d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des masques et appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre. Une réserve de ces appareils est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement
<b>Constats :</b> Le site dispose de masques FFP1 et FFP2 mais pas d'ARI (il est considéré que ces dispositifs ne sont pas adaptés à un personnel non formé) Ils sont stockés dans un local où sont tous les consommables. Un stock tampon est géré par la responsable administrative et comptable qui contrôle l'état du stock et commande en fonction des délais de livraison  <u>L'exploitant justifie sous un mois que les masques FFP1 et FFP2 sont accessibles assez rapidement et protègent suffisamment les utilisateurs pour une première intervention (utilisation des extincteurs) en cas de départ de feu avec émission de vapeurs ou fumées toxiques.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves en eaux et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose a minima d'un débit d'eau de 120 m3/h disponible pendant 2 h (bouches incendies, poteaux publics ou privés normalisés Un des poteaux devra être situé à moins de 200 m de l'entrée de l'établissement
<b>Constats :</b> 2 poteaux sont présents, l'un en face du site, l'autre au bout de l'allée d'accès. Le débit de 60 m3/h a été contrôlé par VEOLIA en 2019 et la pression résiduelle reste supérieure à 4,5 bars, aussi les deux poteaux sont exploitables en même temps si nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 17 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves en eaux et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ou : une ou plusieurs réserves d'eau équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement d'un volume minimum de 240 m³. L'exploitant est en mesure de démontrer la disponibilité des débits.
<b>Constats :</b> Cf constat précédent
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves en eaux et mousse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets Des réserves de sable meuble et sec convenablement répartis, en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 l et des pelles
<b>Constats :</b> 16 extincteurs CO2 et ABC sont répartis dans les locaux. La dernière vérification a été fait en novembre 2021. La vérification 2022 est programmée  La présence d'un Bac à sable n'a pas été vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Risque incendie dans les ateliers de traitement de surfaces**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2010, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces consignes indiquent notamment : - la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur
<b>Constats :</b> Toutes les cuves des lignes de traitement sont sur rétentions. En cas d'arrosage par lances incendie, les rétentions se remplissent et débordent éventuellement. L'usine fait rétention par la déclivité du terrain et le mur en point bas (la porte en point bas dispose d'un seuil).  Le sol des ateliers paraît intègre, les rétentions sont disponibles, vérifiées et entretenues. Le seuil de la porte en point bas du bâtiment est de même en bon état. Il est rappelé que la zone déchets, à l'extérieur de bâtiments, est fermée sur trois côtés, en rétention et couverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet